

RAPPORT RÉGION

2018

CORSE

La région compte 62 adhérents regroupés en une section

Ligue
des **droits de**
l'Homme



ÉDITO

Défendre les droits et les libertés partout, pour toutes et tous

Durant l'année 2018, la Ligue des droits de l'Homme (LDH) s'est mobilisée pour les droits et les libertés pour toutes et tous sur l'ensemble du territoire avec ses sections, fédérations et comités régionaux. La vocation généraliste de la LDH l'a amenée à être plus que jamais sur tous les fronts tant les atteintes aux droits fondamentaux se sont multipliées en France et dans le monde.

2018, année de la commémoration des 120 ans de la LDH et des 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH), a permis aux militants de rendre encore plus visibles les engagements de la LDH et d'éclairer le présent de ses combats historiques toujours d'actualité.

La LDH a ainsi été aux côtés des demandeurs d'asile et des réfugiés pour un accès effectif à leurs droits et le respect de leur dignité.

Depuis la fin de l'année 2018, notre pays connaît une crise sociale majeure et le mouvement des Gilets jaunes a mis en avant le besoin urgent de plus de démocratie et de justice sociale. La LDH a contribué au débat public sur ses propres bases souvent avec des partenaires, en s'appuyant sur les droits et libertés institués par la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789, le préambule de la Constitution de 1946 et la DUDH de 1948. L'absence de réponses politiques à ce mouvement social s'est accompagnée de violences policières et de dérives autoritaires des pouvoirs publics contre lesquelles la LDH s'est mobilisée, notamment contre la remise en cause du droit de manifester. La création d'observatoires locaux des pratiques policières par de nombreuses sections atteste d'une présence forte et renouvelée de la LDH sur le terrain en défense concrète des libertés publiques.

A côté de ses dénonciations des actes de racisme, d'antisémitisme et de discriminations, la LDH agit pour une citoyenneté active et faire vivre la démocratie, avec l'organisation par les sections de nombreuses conférences, ciné-débats, sur des thèmes divers où les participants sont invités à intervenir et partager leurs expériences. Elle joue aussi un rôle important en direction de la jeunesse en menant des interventions au sein des établissements scolaires et contribue à la formation des citoyens de demain.

La LDH est présente dans votre région, n'hésitez pas à la rejoindre, nous avons besoin de vous !

Malik Salemkour
Président de la LDH

La LDH en Corse en 2018

Plus que jamais, la nécessité de dialoguer

Très vite après la victoire des nationalistes aux territoriales de 2017, qui confirme la progression électorale importante de ces partis entre 2014 et 2017, la section de Corse de la LDH en appelle à un dialogue entre l'Etat et l'institution territoriale pour sortir définitivement de quarante années de malentendus. Dès janvier, lors d'une conférence de presse, elle déclare « *Le développement de la Corse ne saurait être projeté sans une responsabilité sociale et environnementale que partagent l'Etat et les élus, mais aussi les citoyens au travers notamment des syndicats et des associations. Le dialogue attendu est aussi celui d'une autre démocratie* ».

Lors de son déplacement dans l'île en février, le président de la République prononce un discours stratégique à Bastia. Il affirme sa volonté d'une reprise en main et provoque : « *Ici, on est en France* », insistant sur le fait que les élus nationalistes sont des élus locaux comme les autres. En mars, en réponse au discours de Bastia, la section publie une tribune « Pour une responsabilité partagée », elle dit les points d'appuis et les écueils en termes de développement démocratique et social. L'article d'*Hommes & Libertés* (n°181, mars 2018) d'André Paccou, délégué régional, « Construire des temps d'avenir » met en perspective historique et sociale les enjeux de la nouvelle donne politique en Corse. Toujours au sujet du dialogue, la section rencontre la nouvelle préfète de Corse en août. En décembre, dans le prolongement de ces prises de position de la section, André Paccou est invité à préfacer le livre de Sampiero Sanguinetti, membre du bureau de la section, *Corse, l'option démocratique*.

La presse publie une lettre ouverte aux élus territoriaux « Pour une amnistie utile et efficace » sur la question des prisonniers politiques qui demeure un point de blocage essentiel. A plusieurs reprises dans l'année, elle manifeste contre le fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (Fijait) et pour le rapprochement des détenus au côté de militants et de familles concernés. En mai, alors que s'ouvre à Paris le dernier grand procès contre des nationalistes, la presse, *Mediapart* et *Corse-Matin*, publie une tribune de Malik Salemkour, président de la LDH, et d'André Paccou « *Corse - Pour en finir avec le passé* ».

La violence des mots ne peut faire société

En 2017, cinq personnes ont été condamnées pour insultes et menaces à

l'encontre d'André Paccou. Une importante mobilisation avait été organisée en soutien à André Paccou et contre l'extrême droite. L'une des personnes condamnées, militante d'extrême droite, a fait appel de sa condamnation pour injures publiques suite à une négligence de l'institution judiciaire, une de plus. Son avocat, maître Chansay Wilmotte, est une figure de l'extrême droite belge responsable et ex-avocat de Kadhafi. Le procès a lieu en octobre. La section relance une mobilisation par voie de pétition. Plusieurs dizaines de personnes, des responsables de la CGT, du STC, de l'Unsa, de la CFDT, de la gauche, nationalistes, des personnalités culturelles... se mobilisent. Le délibéré rendu le 19 décembre annule la condamnation de Madame Massoni. Lors d'une conférence de presse, la section dénonce le comportement de la justice pendant toute la procédure. Elle renouvelle son appel à la vigilance contre l'extrême droite qui tente d'infiltrer le mouvement des gilets jaunes.

Eduquer à la parole citoyenne

Avec le rectorat, pendant l'année scolaire, la section organise un concours de plaidoiries pour les droits de l'Homme. Plus d'une trentaine de lycéennes et lycéens y participe. Les thèmes retenus pour la première édition : droits des femmes, lutte contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme. En juin, Henri Leclerc parraine la remise des prix et présente son ouvrage *La parole et l'action*, qu'il dédicace aux élèves. En juillet, les gagnants sont invités au siège national de la LDH en présence de Malik Salemkour et à l'Assemblée nationale par des députés corsos.

Et dire la solidarité

Avec les réfugiés et les militants engagés dans le sauvetage des réfugiés en Méditerranée : en juillet, communiqué et rassemblements de soutien à SOS Méditerranée après l'occupation de son siège marseillais par l'extrême droite ; en août, communiqué demandant une autorisation d'accostage pour l'Aquarius au large de la Corse avec des réfugiés à son bord, prise de contact avec l'équipage ; en décembre, lettre à la préfète de Corse, communiqué demandant une autorisation d'accostage en Corse pour le Sea-Watch au large de la Sicile avec à son bord des réfugiés, co-intervention avec la LDH nationale, depuis en contact permanent avec l'équipage.

Avec la Catalogne : en mars, la section à l'initiative d'un comité de solidarité avec la Catalogne pour la démocratie et les libertés, avec plusieurs personnes ; en avril, conférence de presse ; en mai, réunion d'information à Bastia sur la situation en Catalogne.

CONTACTS EN CORSE



Section Corse

2, rue Gabriel-Péri
20000 Ajaccio
ldhcorsica@gmail.com
ldhcorsica.blogspot.fr

 @ldhcorsica

Adhérer à la LDH

Pour adhérer directement sur Internet, rendez-vous sur www.ldh-france.org/Adherer
ou envoyez ce bulletin à LDH, 138 rue Marcadet, 75018 Paris

Mme M. Prénom:
Adresse: Tél.:
..... Mail:

Je souhaite adhérer à la LDH.



